



© Plan International

LA LUTTE CONTRE L'EXCISION PASSE AUSSI PAR LA MOBILISATION DES HOMMES ET PAR LE DEVELOPPEMENT DE SOLUTIONS ALTERNATIVES : EXEMPLE DE LA GUINÉE

Du 2 février au 6 février 2018, la fondation Plan International France accueille deux activistes engagés dans la lutte contre les MGF en Guinée. **Finda Iffono** et **Fara Djiba Kamano**, respectivement cheffe de projet Plan International « Sauvons les filles de l'excision » en Guinée et directeur de l'ONG d'Accompagnement des forces d'actions sociocommunitaires (AFASCO), vont témoigner à Paris de leur parcours exceptionnel, de leur engagement militant, de la situation en Guinée – où plus de 97% des femmes (âgée de 15 à 49 ans) sont victimes de MGF – et des actions menées par l'ONG Plan International pour faire changer les mentalités et les comportements. Plus d'infos sur cette journée et sur les MGF [ici](#)



© Plan International

VENDREDI 2 FEVRIER 2018 A 10H, VENEZ ECOUTER ET RENCONTRER FINDA IFFONO ET FARA DJIBA KAMANO
[Espace BeeoTop \(salle Malala au rez-de-chaussée\) : 14 boulevard de Douaumont 75017 Paris](#)

Présentation, prises de parole, questions-réponses avec la salle, interviews
➤ sur réservation : julien.beauhaire@plan-international.org

En Guinée, les MGF sont communément pratiquées dans les quatre régions du pays. Ceci au sein de toutes les ethnies, de toutes les religions et de tous les milieux socioprofessionnels. Si la pratique tend à diminuer au niveau international, une enquête nationale démographique et de santé, menée en 2012 sous l'égide de l'ONU, conclut à une légère augmentation du taux de prévalence des MGF en Guinée depuis 2002 : le pays occupe ainsi le 2^e rang au classement mondial, derrière la Somalie !

Mais des solutions alternatives se développent. Plus d'informations [ici](#) et [là](#)



© Plan International

Fara Djiba Kamano (32 ans) : un homme au service de la protection des filles et des femmes

Au commencement, il y a la mère, Madeleine Tolno, dite Tante Mado, sage-femme et première grande activiste des droits des femmes en Guinée. C'est elle qui sensibilise très tôt Djiba. En 1999, elle crée l'Association des femmes pour l'avenir des femmes (AFAF), soutenue par l'ONG Plan International Guinée. Une exception à l'époque, car au sein de sa communauté, comme dans le reste du pays, l'excision est considérée comme une norme sociale. Celles et ceux qui s'y opposent risquent gros : critiques, pressions, menaces, stigmatisation, exclusion... À ses côtés, il apprend les bénéfices d'une approche communautaire participative et inclusive, qui favorise l'écoute, le dialogue intergénérationnel, les rites alternatifs d'initiation sans excision, etc. Et tente de réduire les résistances, tout en valorisant la culture du milieu. Devenu consultant au service du ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance, il forme plus de 2 000 acteurs dans le pays à ces techniques. Si l'action conjointe de la mère et du fils, « *candidats à la mort* », comme les vilipendent leurs opposants, se limitait dans un premier temps à la région de préfecture de Guéckédou (au sud, à la frontière avec le Libéria), des levées de fonds successives lui permettent de couvrir 13 préfectures, touchant ainsi plus de 1 000 villages et communautés – 40 000 filles sont identifiées et ainsi protégées, dont 600 ont pris l'engagement de mettre fin aux MGF et aux mariages précoces et forcés. Régulièrement traité de « *traître* », Djiba accepte de payer le prix fort, celui du « *sacrifice de sa vie* » pour continuer à sauver les filles et les femmes de l'excision. Plus d'infos [ici](#)

Finda Iffono (35 ans) : des convictions plus fortes que la tradition

Pour cette juriste de formation, qui coordonne le projet « Sauvons les filles de l'excision » de Plan International en Guinée – à ce titre, elle travaille quotidiennement avec Finda –, tout a commencé lors de son accouchement. Elle réalise ce jour-là qu'elle est « une victime de l'excision ». Elle décide alors que sa nièce de 8 ans ne doit pas, elle aussi, subir cette mutilation. Problème : sa grand-mère est une exciseuse notoire au village. Et lorsque sa mère apprend par hasard qu'elle travaille désormais à lutter contre les MGF, la menace tombe : « Ton village est conservateur de la pratique et ta grande mère occupe un rang de taille dans le rituel de l'excision. Lorsqu'elle apprendra la nouvelle, ils nous tueront tous ! ».

Finda ne se démonte pas et reste à la convaincre : « L'excision est une violence, j'en suis victime. Lorsque l'on meurt en voulant sauver la vie, c'est plus intéressant ». Quotidiennement, auprès de sa communauté et au sein de l'ONG, Finda fait la promotion de l'abandon des MGF. C'est le combat de sa vie, rythmé par une certitude : sa petite fille de 2 ans ne subira jamais l'excision !



© Plan International

LES MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES (source OMS, Unicef & Plan International)

Près de **200 millions** de filles et de femmes dans le monde ont subi des mutilations génitales (un des trois types). Rien qu'en Afrique, 91,5 millions de femmes et de filles de plus de 9 ans vivent actuellement avec les conséquences de ces mutilations sexuelles. Toujours en Afrique, on estime que **3 millions** de filles risquent tous les ans de subir ces pratiques traditionnelles néfastes.

Si les tendances actuelles se poursuivent, **86 millions** de filles supplémentaires âgées de 15 à 19 ans risquent, elles aussi, de subir des MGF d'ici à 2030.

L'âge moyen de la pratique est : avant 15 ans.

- **Excision:** ablation partielle ou totale du clitoris et des petites lèvres, avec ou sans excision des grandes lèvres (qui entourent le vagin).
- **Infibulation:** rétrécissement de l'orifice vaginal par la création d'une fermeture, réalisée en coupant et en repositionnant les lèvres intérieures, et parfois extérieures, avec ou sans ablation du clitoris.
- **Autres:** toutes les autres interventions néfastes au niveau des organes génitaux féminins à des fins non médicales, par exemple, piquer, percer, inciser, racler et cautériser les organes génitaux.

Les MGF constituent une violation manifeste des droits humains. Les conséquences directes sont nombreuses et violentes : souffrances inouïes, saignements abondants, infections (tétanos...), risque d'incontinence, état de choc violent et mort. À long terme, les incidences sont également catastrophiques : problèmes vaginaux, menstruels et sexuels, augmentation des risques de complication sérieuse à la naissance, détresse psychologique...

Les causes et les conséquences de l'excision : plus d'infos [ici](#)

Près de 30 pays pratiquent les MGF en Afrique et au Moyen-Orient. Seuls 3 n'ont pas encore adopté de loi : le Libéria, la Sierra Leone et le Mali – en dépit de la ratification du protocole de Maputo en 2005 qui condamne notamment les mutilations.

En Guinée : l'article 265 du Code pénal punit, d'une peine de travaux forcés à la perpétuité – et même la peine de mort s'il en résulte un décès dans les 40 jours. L'article 6 de la Constitution guinéenne interdit les traitements cruels et inhumains. Il peut être interprété dans le sens de l'inclusion de ces pratiques...

Que fait Plan International ?

L'ONG travaille en étroite collaboration avec les parents, les leaders communautaires, les autorités gouvernementales, les enfants et les jeunes pour sensibiliser, transformer le comportement et mettre fin à ces pratiques.

Sur le terrain, l'ONG intervient dans tous les pays touchés par ces pratiques où elle est présente :

- plaidoyers au niveau national et local
- sensibilisation et éducation
- renforcement des systèmes de santé
- création d'un fonds d'aide dédié « Droit des filles » pour venir en aide. Plus d'infos [ici](#)



© Plan International

Plus d'infos sur les MGF [ici](#) et [là](#)

**Pour tout complément d'information et toute demande d'interview,
merci de contacter :**

Julien Beauhaire / 01 44 89 90 92 / julien.beauhaire@plan-international.org

Aurélie Bois / 06 87 26 27 68 / aurelie@agencethedesk.com

www.plan-international.fr

À propos de Plan International : ONG de solidarité, Plan International intervient dans 52 pays en développement pour permettre aux enfants et aux jeunes les plus exclus de devenir des adultes libres. Leur donner les moyens de construire leur avenir est pour Plan International la clé d'un développement à long terme. Depuis 80 ans, Plan International agit dans les zones les plus pauvres auprès de millions d'enfants exclus pour leur assurer un accès aux soins de base (santé, nutrition, eau et environnement sains), les protéger contre toutes les formes de violence et d'exploitation, leur donner une éducation puis une formation de qualité, leur donner les moyens de faire valoir leurs droits. Plan International conduit actuellement 2 606 projets de développement bénéficiant à 100,5 millions d'enfants grâce aux dons de particuliers, parrainage d'enfants, mécénat d'entreprise et subventions publiques. Dans le cadre des efforts à fournir pour ceux qui en ont le plus besoin, depuis 2007, Plan International mène une campagne de sensibilisation du grand public et des décideurs sur les droits des filles.